

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

053-215300583-20220214-AM2022-07-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 14/02/2022

CADRE RESERVE AU CDG NE PAS DEPLACER



**Arrêté n° 2022-07 portant AVANCEMENT D'ECHELON A DUREE UNIQUE (AVEC RELIQUAT)
de Madame ACQUEBERGE Régine**

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,

Vu le décret n° 2006-1691 du 22 décembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des Adjoints techniques territoriaux,

Vu le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 fixant l'échelle indiciaire applicable à ce grade,

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 fixant la durée de carrière applicable à ce grade,

Considérant que Madame ACQUEBERGE Régine remplit les conditions d'ancienneté pour bénéficier d'un avancement d'échelon à durée unique (avec reliquat),

arrête :

ARTICLE 1 : A compter du **01/01/2022**, la situation de Madame ACQUEBERGE Régine est établie comme suit :

Ancienne situation	Nouvelle situation Au : 01/01/2022
Qualité : Titulaire (IRCANTEC) Grade : Adjoint technique territorial principal de 1ère classe Echelon : 6ème échelon Effet reliquat : 2 ans 6 mois Indice Brut : 460 Indice Majoré : 403 NBI: + 10	Qualité : Titulaire (IRCANTEC) Grade : Adjoint technique territorial principal de 1ère classe Echelon : 7ème échelon Effet reliquat : 6 mois Indice Brut : 478 Indice Majoré : 415 NBI: + 10 Temps non complet : 15 heures

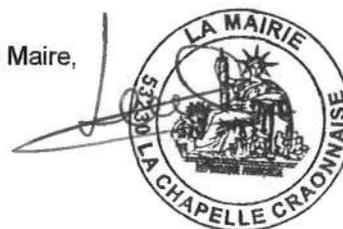
ARTICLE 2 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera :

- transmis au président du centre de gestion,
- transmis au comptable de la collectivité,
- notifié à l'intéressée.

Fait à LA CHAPELLE CRAONNAISE,

En date du : 14 février 2022

Le Maire,



Le Maire,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le 18.02.2022

Signature de l'agent